REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 88-416 du 20 Octobre 1988

portant licenciement de son emploi du
 Camarade Léonard MITHOUN, ex-Comptable
 de la Société Nationale de Commerciali-
 sation des Produits Pétroliers (SONACOP).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
 CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
 CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'Ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulga-
 tion de la Loi Fondamentale de la République Populaire du
 Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU l'Ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les disposi-
 tions en vue de la répression disciplinaire des détournements
 et de certaines infractions commises par les Agents de l'Etat
 et les Employés des collectivités locales ;
- VU le décret N° 88-315 du 29 Juillet 1988 portant composition du
 Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU le décret N° 86-464 du 6 Novembre 1986 portant création de
 la commission ad hoc chargée de connaître des faits reprochés
 au Camarade Léonard MITHOUN, ex-Comptable à la Société Natio-
 nale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP)
 et les conclusions issues de son rapport ;
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa
 séance du 28 Septembre 1988.

DECRETE :

Article 1er. - Le Camarade Léonard MITHOUN, ex-Comptable à la
 Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers
 (SONACOP), est licencié de son emploi avec perte de tous les
 droits, pour détournement de deniers publics.

Il est déclaré à jamais incapable d'exercer un emploi
 public ou semi-public.

Article 2. - Le Camarade Léonard MITHOUN est déchu des droits à
 l'obtention d'une pension de retraite.

Il pourra, toutefois, prétendre au remboursement des
 retenues pour pension opérées sur son salaire.

.../...

Article 3.- Le Camarade Léonard MITHOUN sera mis en débet par le Ministre des Finances et devra rembourser à la Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers la somme de 2.158.713 francs représentant le montant des valeurs détournées.

Article 4.- Le remboursement de la somme mentionnée à l'article 3 ci-dessus pourra faire l'objet d'un prélèvement sur le montant des retenues pour pension opérées sur le salaire de l'intéressé.

Article 5.- Le Ministre des Finances, le Ministre du Travail et des Affaires Sociales et le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui prend effet pour compter de la date de suspension de l'intéressé de son emploi et qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 20 Octobre 1988

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ministre des Finances,

Ministre du Travail et des
Affaires Sociales,

Didier DASSI

Vincent GUEZODJE

Ministre intérimaire

Ampliations : PR 6 SA/CC/PRPB 4 SGCEN 4 CP/ANR 2 CPC 2 PPC 1
SPD-GCONB-DCCT 3 MF-MTAS-MCAT 6 OBSS 4 AUTRES MINISTERES 12. CEAP
6 SONACOP 4 IGE 3 DGPE/MTAS 4 DB-DCF-DSDV-DTCP 8 DI 2 DPE-DLC-
INSAE-BCP 4 BN-DAN 2 CNR 2 INTERESSE 1 JORPB 1.-